



Communiqué des Fédérations CGT - FO - SUD

Après les réponses inacceptables du ministère, préparons une manifestation nationale en début d'année 2017 pour la satisfaction des revendications

Les Fédérations CGT, FO et SUD de la santé et de l'action sociale, se sont rencontrées, le 9 novembre à 18 heures. Elles saluent la mobilisation des professionnel·les et se félicitent du succès de la journée de grève et de manifestations.

Cette mobilisation qui a été présentée comme inédite, s'inscrit dans la poursuite de l'action commune de 5 mois pour l'abrogation de la Loi El Khomri et de la dynamique, engagée depuis le 25 juin 2015, par nos trois organisations dans le secteur social, médico-social et sanitaire, public et privé.

Répondant à un préavis de grève et à deux notes, rédigées en commun pour préparer cette journée, plus d'une centaine de rassemblements ou manifestations, à Paris, comme dans toute la France, ont permis à des dizaines de milliers de professionnels, toutes catégories confondues, de réaffirmer leurs revendications.

Parmi les nombreux rassemblements, on dénombre, entre autres : Paris, Lyon, Angers, Nantes, Laval, Toulouse, Clermont-Ferrand, Niort, Grenoble, Strasbourg, Carcassonne, Agen, Sète, Orléans, Lille, Tarbes, Auch, Au Puy, Besançon, Bourges, Nancy, Nice, Metz, Bordeaux, Montpellier, Marseille, Caen, Montauban, Verdun, Avignon, Dieppe, Toulon, Rouen, Périgueux, Rennes, Poitiers, La Rochelle...

Les réponses des pouvoirs publics ont été les mêmes, au ministère comme dans les ARS : « *les moyens ont été déployés dans les établissements, il n'y a pas de suppressions de postes, il n'y a pas de suppressions de lits* »..., comme si des consignes avaient été données !

Alors que des milliers de salarié·es de nos secteurs, étaient en grève, assigné·es, réquisitionné·es ou en manifestation, y compris sous les fenêtres du ministère, la Ministre ose apporter comme seule réponse la constitution d'un groupe de travail sur la QVP (Qualité de Vie Professionnelle).

Les réponses de la Ministre, comme celles de ses ARS sont inacceptables !

Pour les manifestant·es, pour tous les personnels hospitaliers et du secteur médico-social, pour les organisations syndicales, c'est une véritable provocation.

Tous disent unanimement : cela suffit !

C'est dans ce contexte que les Fédérations CGT, FO et SUD de la santé et de l'action sociale, proposeront à leurs instances nationales, qui se réuniront d'ici début décembre, une nouvelle journée de grève et une manifestation nationale pour le premier trimestre 2017.

Entre-temps, elles soutiendront les mobilisations qui seraient décidées, dans le cadre de l'action commune, dans le secteur de l'hospitalisation publique, privée lucrative et non-lucrative, EHPAD.

Elles appellent leurs syndicats et les personnels à se réunir en assemblées générales dans les établissements pour préparer la mobilisation, apporter leurs témoignages et exiger la prise en compte de leurs revendications :

- Abrogation de la Loi Bachelot (HPST) et de la Loi de Touraine (dite de santé) ;
- Abrogation de la loi dite de Travail ;
- Abandon des poursuites contre les syndicalistes et défense de leurs droits liés à l'exercice syndicale ;
- Abandon de la « territorialisation » de l'offre de soins et des restructurations. Blocage des GHT ;
- Mettre un coup d'arrêt à la suppression, programmée, dans la FPH, des fermetures de lits (16.000) et des suppressions de postes (22.000) ;
- Mettre un coup d'arrêt aux enveloppes limitatives et abandon du plan ONDAM triennal de 3,5 milliards d'économies sur les hôpitaux ;
- Octroi des moyens budgétaires permettant aux établissements sanitaires et médico-sociaux d'assurer leur mission de service public et d'investir ;
- Embauche en fonction des besoins, titularisation de nos collègues contractuel-le-s dans la FPH et en CDI dans le secteur sanitaire, social, médico-social privé ;
- Défense et améliorations des Conventions Collectives et du Statut ;
- Abrogation des ordres professionnels ; - Reconnaissance de la pénibilité de nos métiers ;
- Non à PPCR et ouverture de vraies négociations sur les carrières et les grilles indiciaires garantissant l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (déroulement de carrière et reconnaissance à égalité des qualifications), la revalorisation des métiers à prédominance féminine vers une grille unique des salaires, linéaire, sans barrages ni quota ;
- Augmentation des salaires ;
- Plan d'urgence Emploi, formation initiale et continue pour palier au déficit démographique actuel et garantir à l'avenir des effectifs permettant un retour à la qualité, la sécurité et au confort du soin et de travail ;
- Retrait de la ponction de 300 millions d'euros sur les fonds de formation de l'ANFH ;
- Stop à la casse de nos métiers (l'abandon du projet de réingénierie de l'ensemble des métiers du social) ; - Maintien de tous les instituts de formation (IFSI, IFAS, ...) ;
- Préservation et développement d'un service public républicain de santé, de proximité sur l'ensemble du territoire, garant d'une réelle égalité dans l'accès aux soins ;
- Des politiques sociales à la hauteur des besoins de la population, quels que soient leurs lieux d'habitation.

TOUS ENSEMBLE, NOUS NE LÂCHERONS RIEN !

Paris le 9 novembre 2016